

## **Plan de paix pour la résolution du conflit en Ukraine présenté par M. Trump le 21-11-25 amendé par Pierre Geneviev le 8-12-25.**

1. La souveraineté de l'Ukraine sera confirmée.
2. Un accord global de non agression sera conclu entre la Russie, l'Ukraine, et l'Europe. Toutes les ambiguïtés laissées en suspens ces 30 dernières années seront considérées comme réglées.
3. La Russie, l'Ukraine et les pays de l'UE et de l'OTAN réaffirmeront l'importance de respecter la Charte de l'ONU (et en particulier son article 2 alinéa 4 concernant la non-agression des pays voisins). Il est attendu que l'OTAN ne s'étende pas d'avantage sans le consentement des pays membres de l'ONU et du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Assemblée Générale de l'ONU étudiera durant la 1ère partie de 2026 (1) la pertinence de l'existence de l'OTAN et de l'élargissement de l'OTAN (dans le contexte du monde globalisé dans lequel nous vivons, et des nouvelles technologies que sont l'IA et l'Internet) et (2) la possibilité de remplacer l'OTAN par une nouvelle organisation internationale (IO) pour le maintien de la paix, la modernisation des armées, le désarmement, ... (proposée dans [la plate-forme](#) de Pierre Geneviev), et présentera ses conclusions sur ces sujets aux pays membres de l'ONU, au Conseil de sécurité, et à l'OTAN au mois de juillet 2026 (conformément à l'article 11 de la charte de l'ONU, voir aussi no 17).

4. Un dialogue sera mené entre la Russie et l'OTAN, sous la médiation des États-Unis afin de résoudre toutes les questions liées à la sécurité et de créer les conditions de la désescalade.
5. L'Ukraine recevra des garanties de sécurité fiables.
6. Les forces armées ukrainiennes seront limitées à 150 000 soldats.
7. L'Ukraine accepte d'inscrire dans sa constitution qu'elle ne rejoindra pas l'OTAN, et l'OTAN accepte d'inscrire dans ses statuts une disposition spécifiant que l'Ukraine ne sera pas intégrée à l'avenir.
8. L'OTAN accepte de ne pas stationner de troupes en Ukraine.
9. Des avions de combat européen pourraient être basés en Pologne.
10. Si l'Ukraine envahit la Russie, lance un missile sur Moscou ou Saint-Pétersbourg, elle perdra les garanties de sécurité accordées plus haut. Si la Russie envahit l'Ukraine, la reconnaissance du nouveau territoire obtenu et tous les autres avantages de cet accord seront révoqués (voir no 15).
11. L'Ukraine ne sera éligible à l'adhésion à l'UE que si l'Assemblée Générale de l'ONU et le Conseil de sécurité de l'ONU le jugent pertinent.
12. Un puissant paquet mondial de mesures pour reconstruire l'Ukraine, incluant la création d'un fond de développement pour l'Ukraine, la reconstruction des infrastructures gazières ukrainiennes, la réhabilitation des zones impactées par la guerre, le développement de nouvelles infrastructures et la reprise de l'extraction de minéraux et ressources naturelles, le tout accompagné d'un programme de financement spécial élaboré par la Banque Mondiale.

Une commission d'experts internationaux indépendants (incluant notamment des experts de la CPI et de l'OMC) sera créée et aura pour tâche (1) d'étudier et d'évaluer les différents de profits et avantages que les pays, qui ont sanctionné la Russie et d'autres pays, et financé l'Ukraine, ont retirés, - ou auraient pu retirer -, du conflit et des sanctions contre la Russie (...), (2) de déterminer les montants de la contribution exceptionnelle de ces pays aux fonds pour la reconstruction de l'Ukraine et pour aider à compenser les victimes, et, et (3) de proposer des moyens juridiques pour décourager ce genre de comportements dans le future.

Le coût de la réparation des gazoducs Nord Stream 1 et 2 sera imputé à l'Ukraine sauf si elle arrive à prouver que les ukrainiens identifiés par l'Allemagne comme ayant participé au sabotage de ces gazoducs, ont été commandités par un autre pays, auquel cas ce pays devra payer le coût de la réparation des gazoducs.

**13.** La Russie sera réintégrée dans l'économie mondiale, avec des discussions prévues sur la réintégration du G8, et la conclusion d'un accord de coopération économique à long terme avec les États-Unis. Toutes les sanctions économiques contre la Russie (...) seront levées immédiatement.

**14.** Les actifs russes gelés seront immédiatement restitués à la Russie et utilisés pour reconstruire les régions accordées à la Russie (au no 21), la région de Koursk, et les autres parties de la Russie affectées par la guerre. Les pays qui ont profité du conflit en Ukraine grâce aux sanctions imposées à la Russie (et d'autres pays) participeront dans la reconstruction de l'Ukraine à hauteur du montant que la commission d'expert mentionné au no 12 aura déterminé.

**15.** Le Conseil de sécurité de l'ONU suivra la mise en application de ce plan de paix et garantira le respect de toutes les dispositions du présent accord.

**16.** Voir no 3.

**17.** Les États-Unis et la Russie conviendront de prolonger la validité des traités sur la non-prolifération et le contrôle des armes nucléaires, y compris le traité START I.

Et l'AGNU étudiera la possibilité d'associer tous les pays aux discussions sur la non-prolifération et le contrôle des armes nucléaires dans le cadre son travail sur la possibilité de démanteler l'OTAN et de créer à la place une nouvelle IO pour le maintien de la Paix (...), voir no 3.

**18.** L'Ukraine accepte de ne pas être un État doté de l'arme nucléaire conformément au traité sur la non-prolifération et le contrôle des armes nucléaires.

**19.** La Centrale nucléaire de Zaporijjia sera mise en service sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'électricité produite sera répartie à parts égales entre la Russie et l'Ukraine (50-50).

**20.** Les deux pays s'engagent à mettre en œuvre des programmes éducatifs dans les écoles et la société visant à promouvoir la compréhension et la tolérance mutuelle.

**21.** La Crimée, Lougansk et Donetsk seront reconnues comme des régions russes de facto, y compris par les États-Unis. Kherson et Zaporijjia seront gelés le long de la ligne de contact, ce qui signifiera une reconnaissance de facto le long de cette ligne. La Russie renoncera aux autres territoires qu'elle contrôle en dehors des cinq régions. Les forces ukrainiennes se retireront de la partie de la région de Donetsk qu'elle contrôle actuellement, qui sera ensuite utilisée pour créer une zone tampon.

**22.** Après avoir convenu des dispositions territoriales futures, la Fédération de Russie et l'Ukraine s'engagent à ne pas modifier ces dispositions par la force. Aucune garantie de sécurité ne s'appliquera en cas de violation de cet engagement.

**23.** La Russie n'empêchera pas l'Ukraine d'utiliser le Dniepr à des fins commerciales, et des accords seront conclus sur le libre transport des céréales à travers la mer Noire.

**24.** Un comité humanitaire sera créé pour régler les questions relatives (a) aux échanges de prisonniers, (b) à la restitution des dépouilles, (c) au retour des otages et des détenus civils, et (d) à la compensation des victimes du conflit qui n'auraient pas obtenu de compensation (ou la reconstruction de leur maison ...) de la part de la Russie ou de l'Ukraine, et un programme de réunification familiale sera mis en œuvre.

**25.** L'Ukraine organisera des élections dans les 100 jours.

**26.** Toutes les parties impliquées dans ce conflit bénéficieront d'une amnistie totale pour leurs actions pendant la guerre et s'engageront à ne faire aucune réclamation ni envisager aucune plainte à l'avenir.

**27.** Cet accord sera juridiquement contraignant. Sa mise en œuvre sera contrôlée et garantie par le Conseil de sécurité de l'ONU.

**28.** Une fois que toutes les parties auront accepté ce mémorandum, le cessez-le-feu prendra effet immédiatement après le retrait des deux parties vers les points convenus pour commencer la mise en œuvre de l'accord.